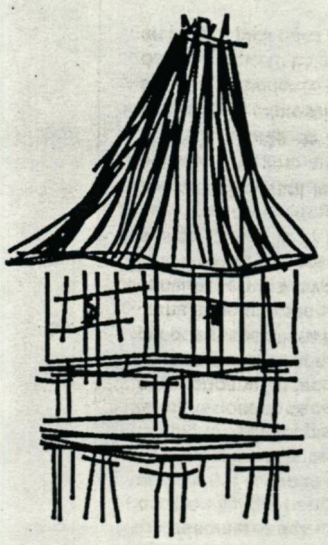
RECU LE 2 0 JUIN 1994



CAMPAGNE 4 MOIS POUR TIMOR-EST

BULLETIN n° 4 — JUIN 1994

PEUPLES SOLIDAIRES
AGIR POUR TIMOR
FRANCE-LIBERTÉS
CIMADE
JUSTICE ET PAIX
FIDH
RITIMO
CRID
CCPF
SNES, FSU
CGT

ENCOURAGEMENTS, SOUTIENS À LA CAMPAGNE, ACTIONS...

Ava Basta
Colletivu antirazzistu di Corsica
Depuis le mois d'avril a rejoint la Campagne.

Groupe Non Violent Louis Lecoin Dunkerque
Par sa lettre du 9 mai, s'associe à la Campagne.

Tribal Act
Organisation non gouvernementale ayant pour objectif de faire connaître les droits individuels et collectifs des peuples autochtones, Tribal Act a écrit à la Campagne pour lui apporter son soutien et son concours.

ICRA International
Par l'intermédiaire de son antenne de Bordeaux, la Commission internationale pour les droits des peuples indigènes (ICRA) a écrit au président du Groupe d'amitié France-Indonésie, Dominique Bussereau, pour demander que la France fasse pression sur l'Indonésie afin que celle-ci accepte enfin de discuter directement avec les représentants du peuple timorais.

Action Aquitaine Tibet, Aide au Tibet, Aide aux réfugiés tibétains, Comité de sauvegarde du peuple tibétain et de sa culture, Corse Tibet, France Tibet Nord Pas de Calais, SOS Tibet
Nous avons reçu une lettre, signée collectivement par ces 8 groupes de solidarité avec le Tibet :
"Le Tibet est occupé depuis 45 ans. 45 ans de résistance. Timor-Est est occupé depuis 19 ans. 19 ans de résistance. (...) Dans ces deux pays colonisés, le même traitement horrible attend les femmes — stérilisations, avortements forcés — et les enfants (...) La non-information est l'ennemie de la non-violence. Aussi, nous, 8 associations signataires de cette lettre, exprimons toute notre solidarité face au peuple opprimé de Timor et souhaitons tout le succès possible à la Campagne de sensibilisation "4 mois pour Timor-Est".
Ce soutien, évidemment, nous va droit au cœur.

CGT
La CGT s'est adressée à l'Ambassade de l'Indonésie pour protester contre la violente répression dont sont victimes les salariés de la région de Medan (Nord Sumatra), en grève depuis début avril, exigeant l'ouverture d'une enquête sur l'assassinat d'un travailleur, Rusli, lors de la répression. La CGT demande la reconnaissance de la liberté pour chacun d'adhérer à l'organisation syndicale de son choix, conformément aux normes internationales définies par l'OIT, et la reconnaissance par l'Etat indonésien du Syndicat autonome, SBSI, récemment créé.

Agir pour Timor
A envoyé un communiqué à la presse, le 17 mai, sur la vente à l'Indonésie d'une «première tranche» de 20 canons par l'entreprise française GIAT.
«L'Indonésie n'a pas d'ennemis connus, réels ou potentiels. Les armes vendues à ce pays ne peuvent donc être utilisées qu'à des fins répressives, contre-insurrection-nelles ou offensives», écrit Agir pour Timor, rappelant aussi que l'Indonésie fabrique déjà des hélicoptères Puma sous licence française qui ont été utilisés contre la population timoraise.
(communiqué disponible sur demande)

CFDT
A la fête départementale, à Dijon, les 4/5 juin, un stand d'information sur Timor et des projections de diapositives commentées par un photographe qui a visité Timor en 1993 marquent l'engagement de l'Union départementale CFDT dans la solidarité avec Timor-Est.

France Libertés
Mesdames Danielle Mitterrand et Barroso Soares, épouse du Président de la République portugaise, ont tenue une conférence de presse au siège de la Fondation France-Libertés présidée par Mme Mitterrand. Luis Cardoso, représentant le Conseil National de la Résistance Maubere est également intervenu.
Danielle Mitterrand, dont le nom figurait en bonne place dans la liste des étrangers à refouler élaborée par les autorités philippines (voir article principal de ce bulletin) a expliqué comment les conditions de la tenue de la Conférence de Manille étaient révélatrices du manque de volonté indonésienne de règler la question timoraise dans le dialogue. Déjà à différentes reprises, auparavant, Danielle Mitterrand avait sollicité les autorités indonésiennes pour visiter Timor-Est, demande restée sans aucune suite malgré les affirmations répétées d'ouverture du territoire.
Une lettre de Xanana Gusmão, chef de la résistance, écrite de la prison de Cipinang, à Mme Danielle Mitterrand a été rendue publique (texte original en portugais, traduction française non officielle).

LES ANIMATIONS LOCALES

Depuis début avril, des actions sont organisées dans de nombreuses villes de France — soirées-débats, journées d'information, projections de diapositives ou visionnement de documents vidéo, expositions,...— pour faire connaître au public le drame timorais. Citons, sans pouvoir être exhaustif :
La Maisons des associations de Nanterre, le Collectif pour un monde solidaire de Clermont-Ferrand, Planète solidaire de Grenoble, les Jeunes solidaires du Mans, Peuples solidaires-région lilloise, le Groupe non violent Louis Lecoin de Dunkerque, le Centre d'information Tiers Monde (CITIM) à Caen, la Maison des peuples et de la paix à Angoulême, la Maison de la vie associative à Aix en Provence, le Collectif Tiers Monde de Versailles et des Yvelines,
et encore Plouzané, Brest, Corbières, Argenteuil, Lyon, Aubervilliers, Vierzon, Bourges, Ivry-sur-Seine, Paris-19, Champigny-sur-Marne, Cannes, Dijon, ...
Bien entendu, nous sommes à votre disposition pour mettre en contact tous les lecteurs intéressés avec les associations que nous citons.

DANS LA PRESSE

La Croix / L'événement
Dans son édition des 29/30 mai, un reportage du journaliste Richard Werly, sur 2 pages avec rappel à la une avec une grande photo, intitulé *«Timor sous la chape indonésienne»*. Un reportage in situ et une intervew de l'Evêque de Dili, Mgr Carlos Ximenes Belo, intitulée *«Laissons les Timorais s'exprimer...»* constituent l'essentiel du dossier, qui base son actualité sur la tenue de la conférence de Manille.

Courrier de l'ACAT
Le numéro de juin de la revue mensuelle de l'Action chrétienne pour l'abolition de la torture (ACAT) publie un excellent dossier de 5 pages (+ la couverture) sur Timor.
«Ce regard fait écho à la campagne "4 mois pour Timor-Est" lancée à l'initiative d'Agir pour Timor et de Peuples Solidaires», écrit Fabienne Taupiac, auteur du dossier. Nous savons également qu'il confirme l'engagement tenace de l'ACAT qui ne date pas d'hier...

Le nouvel Afrique Asie
Dans son numéro de mai, une page sur la situation à Timor annonçant la campagne.

Cap News
Le numéro de juin du bulletin de l'association Cap Magellan, publie un dossier sur Timor — histoire et situation actuelle.

UN PREMIER SÉNATEUR INTERROGE LE QUAI D'ORSAY

M. Jacques Legendre, Sénateur RPR de Cambrai (Nord), ancien Ministre, a posé une question écrite à M. Juppé pour s'inquiéter de *"la violente répression à laquelle se livre l'Indonésie dans le territoire occupé de Timor-Oriental"* et lui demander *"quelles démarches la France accomplit pour que soit assurée la protection des personnes et le respect du droit international dans ce territoire"*.
Il vient de nous communiquer la réponse du Ministre des Affaires étrangères. Nous la publierons dans notre prochain bulletin, assortie de quelques commentaires qu'elle nous suggère.

■

Coordination de la Campagne
Peuples Solidaires
Jean-François Labolle
17, place de l'Argonne
75019 Paris
Tél : (1) 40 35 17 28
Fax : (1) 42 09 66 66

TL2006

8 COUPS DE PROJECTEUR

SUR TIMOR-EST

4.CONFERENCE ASIE-PACIFIQUE SUR TIMOR-EST

La conférence qui s'est tenue du 31 mai au 4 juin, à l'Université de Manille, aux Philippines, avait pour but d'organiser le débat sur la question de Timor- Est entre les défenseurs des Droits de l'Homme des pays de l'Asie du Sud-Est et les ONG de solidarité internationales. L'ensemble des pressions exercées par la diplomatie indonésienne contre la tenue de cette conférence montre à quel point ce pays est un danger pour l'évolution de la région vers la démocratie. L'opinion publique philippine et celle des autres pays de la région, ainsi que la presse en général, ont été unanimes à dénoncer l'ingérence indonésienne dans les affaires intérieures d'un autre Etat. La solidarité avec Timor-Est en sort renforcée. Des ONG indonésiennes interpellent leur gouvernement sur le bien-fondé de sa stratégie.

La conférence était en préparation depuis un an et devait réunir un grand nombre d'ONG internationales et locales. Les organisateurs avaient invité de nombreuses personnalités philippines et d'autres pays de la région. Des personnalités de l'Eglise catholique, des Prix Nobel et des dirigeants d'ONGs européennes étaient également pressentis et des leaders timorais invités.

C'était sans compter avec la réaction des Indonésiens. La seule idée qu'une conférence sur Timor-Est puisse se tenir si près de l'Indonésie — alors que les Philippines ont reconnu l'"intégration"de Timor — leur était insupportable. Et ils ont mis tout leur poids dans la balance...
D'après le "Washington Post" et des journaux australiens et indonésiens, l'Indonésie aura :
— menacé de soutenir la cause des Moro, les musulmans de l'île de Mindanao, en conflit avec l'Etat philippin ;
— menacé de tenir une conférence le mois prochain en Indonésie pour dénoncer la répression des Moro par les Philippines ;
— repoussé une douzaine de "joint-ventures" représentant environ 300 millions de dollars ;
— retiré une délégation universitaire indonésienne d'une conférence aux Philippines ;
— arraisonné 25 bateaux de pêche philippins et arrêté plus de 100 pêcheurs en les accusant d'avoir pénétré dans les eaux territoriales indonésiennes ;
— envoyé un employé de l'Ambassade indonésienne de Manille aux locaux de Makabayan, une des organisations de masse du comité d'organisation de la Conférence, pour "découvrir ce qu'ils ont l'intention de faire".

Une association dite "d'amitié Philippines-Indonésie" a été créée à la hâte, enregistrée à Manille le 14 avril, présidée par José Laurel, ancien Ambassadeur au Japon. C'est elle qui va porter plainte contre les organisateurs de la Conférence et demander aux Tribunaux son interdiction.

L'Etat philippin, qui se veut rassurant auprès de son allié de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), dont il craint la la force militaire et économique, ne veut pas sacrifier complètement le crédit international positif dont il jouit auprès de l'opinion publique et des Etats démocratiques, depuis la chute des Marcos. La presse philippine est libre, un Etat de droit est en construction, les ONG y sont réellement non-gouvernementales.

L'attitude des autorités philippines va ainsi bouger en permanence, à la faveur des pressions et des événements.
Suite à la plainte déposée par l'"association d'amitié philippino-indonésienne", un Tribunal va suspendre la tenue de la Conférence. Le juge, Marciano Bacali, convoque les organisateurs pour le 10 juin (la conférence devait se terminer le 4...) pour qu'ils fassent la preuve que la conférence ne doit pas être interdite (!).
Les organisateurs font appel de cette décision et vont obtenir, progressivement, la levée de la suspension.
Mais, entretemps, un haut fonctionnaire du Ministère des Affaires étrangères avertit les compagnies aériennes de ne pas transporter vingt dirigeants timorais vers Manille.
La presse philippine et internationale publiera des listes des personnes interdites de territoire. Sont frappés non seulement les dirigeants timorais mais aussi des personnes connues des mouvements de solidarité, en Angleterre, aux Pays-Bas, en Australie, etc.
En France, deux personnes sont interdites, Danielle Mitterrand, présidente de France-Libertés, — dont l' interdiction est qualifiée de "bourde politique majeure" par le Washington Post et dont nous transcrivons une partie du message qu'elle a adressé à la Conférence — et l'un des dirigeants de l'association Agir pour Timor.
Plusieurs délégués étrangers seront refoulés à l'aéroport de Manille, parmi lesquels l'irlandaise Mairead Maguire, Prix Nobel de la Paix. L'Évêque catholique japonais Mgr Aloisius Nobuo Soma se voit dans un premier temps refuser l'accès à un avion de la Pakistan Airlines vers les Philippines, mais finira par participer à la Conférence après une intervention de l'Evêque de Manille. Mgr Hilton Deakin, évêque australien, n'aura pas la même chance.
Parmi les étrangers non refoulés, environ vingt cinq personnes, une dizaine va se voir menacée d'expulsion du territoire.
La Cour suprême finira par annuler la décision du Tribunal et les délégués seront autorisés à rester jusqu'au 10 juin, à condition de ne pas faire de déclarations politiques.

La Conférence, à laquelle participent deux centaines de délégués, en majorité des Philippins, écoutera des messages de Xanana Gusmão, leader de la résistance — écrit de la prison de Cipinang (Java, Indonésie) où il accomplit une peine de 20 ans — de José Ramos Horta et de Konis Santana, respectivement responsables des fronts diplomatique et militaire du Conseil National de Résistance Maubere, enregistrés en vidéo.
Entretemps, des milliers d'étudiants, de membres du clergé, forment un immense cordon de protection autour d'un cercle d'avocats philippins qui escortent les délégués étrangers frappés d'expulsion, dans leurs parcours entre l'Université où se tient la Conférence et leurs hôtels.

Les protestations contre l'ingérence indonésienne et dénonçant la faiblesse philippine viennent de dizaines de pays et de centaines d'organisations. Citons, en Indonésie même :
— un groupe de cinq militants indonésiens des droits de l'homme, parmi lesquels MM. Adjitondro et Princen, interpelle l'Ambassadeur philippin à Jakarta, critiquant Manille pour avoir sacrifié sa démocratie pour apaiser l'Indonésie (*Jakarta Post* du 28 mai) ;
— la Commission d'aide juridique (officielle) applaudit la décision de la Cour suprême des Philippines, considérant que les Gouvernements ne doivent pas intervenir dans la sphère de la société et critiquant la diplomatie indonésienne de n'avoir pas adopté une attitude positive vis-à-vis de la Conférence en y participant pour expliquer les fondements de sa politique timoraise.
En Malaisie : une manifestation pacifique devant l'Ambassade indonésienne de Kuala Lumpur, organisée par 14 ONG, a été reçue par des insultes racistes et des actions violentes de la part des employés de l'ambassade, tout ceci devant beaucoup de journalistes.
Aux Philippines, il serait impossible d'énumérer toutes les prises de position. Citons seulement le Cardinal Jaime, Sin de Manille, qui a critiqué l'attitude du Président des Philippines, Fidel Ramos, et envoyé une lettre de solidarité à l'Evêque de Dili, Mgr Ximenes Belo. La soeur aînée de Fidel Ramos, Laetitia Ramos, sénateur, qui a critiqué le Ministre et les hauts-fonctionnaires des Affaires étrangères de son pays, considérant toute cette affaire comme "la pire catastrophe diplomatique de ces dernières années".

Si l'Indonésie prétendait continuer à occulter la question timoraise face à l'opinion, considérant qu'il s'agit d'une affaire intérieure, le résultat fut exactement l'inverse : jamais, depuis le massacre de Dili, en 1991, il n'a été autant question de ce qui s'y passe. ■

Extrait du message de Madame Danielle Mitterrand, présidente de la Fondation France-Libertés à la Conférence Asie-Pacifique sur Timor-Est

"Alors que je rédige ce texte à votre intention, je ne sais pas encore si la conférence sera maintenue ou interdite à Manille. Ce qui doit être dit sera dit ici ou ailleurs.
Représentants des ONG réunies aux Philippines, nous portons la voix de ceux qui savent encore s'indigner et réagir devant l'oppression et la violence. Toutes violences, même celles d'un dirigeant contre une population originaire d'un pays qu'il a envahi.
Venus du monde entier, mais essentiellement de l'espace couvert par l'ASEAN, nous témoignons de l'oppression vécue par les Timorais du Timor oriental, et souhaitons réveiller les consciences de ceux qui ont un pouvoir ou peuvent exercer une influence politique pour que s'engage un processus de paix.
Depuis plusieurs années, en France et en Europe, de nombreuses initiatives ont été prises par des associations humanitaires et de défense des droits de l'homme dont France-libertés.
Jamais, nous n'avons subi une telle pression de la part du pouvoir indonésien qui devait considérer nos activités lointaines comme une agitation stérile.
Que s'est-il donc passé ? Est-ce le choix du lieu, les Philippines, ou l'importante présence des associations de l'ASEAN ? L'Indonésie craindrait-elle que les opinions publiques des pays voisins interrogent leurs gouvernements respectifs ou fassent pression pour qu'ils réagissent devant les exactions commises à l'égard des Timorais ? Quelle déraison a poussé le régime autoritaire indonésien à exercer un chantage à la sécurité du peuple philippin auprès de la jeune démocratie philippine qui a permis la réalisation de cette conférence, expression solidaire avec le peuple de Timor Est ? Cette façon d'agir ne met-elle pas en évidence l'oppression constante qu'exerce le pouvoir indonésien sur l'ensemble de cette région ? Et tous les moyens les plus condamnables sont utilisés au risque de mettre en péril la paix dans la région où tant de pays tentent de sortir de l'obscurantisme.
Jakarta craindrait-il que la solidarité avec les Timorais s'étende ? Craindrait-il à ce point les témoignages incontestés que les ONG ici présentes transmettent ?
Jakarta pense-t-il qu'il va pouvoir encore longtemps tenir le double langage dont on a entendu une facette à Genève dans le cadre des négociations entre l'Indonésie et le Portugal sous l'égide de B. Boutros Ghali, faisant état de sa "bonne volonté" de rencontrer les "opposants", les dirigeants timorais qui luttent contre l'intégration en complète contradiction avec ses agissements préconisant la violence ? Joue-t-il encore la lassitude et la démission de la communauté internationale ?
Seulement il faut vivre avec son temps. Aujourd'hui, tout se sait et les témoignages sont repris et transmis, les chancelleries européennes et occidentales ne peuvent plus se cacher derrière "le manque d'éléments sur la situation interne du territoire" et se satisfaire d'un alibi justifiant un laxisme coupable ou une indifférence déshonorante.
Le massacre du cimetière de Santa Cruz à Dili et les méthodes "d'intégration" ne restent plus confidentielles et ignorés, grâce à une presse libre et courageuse. Dorénavant, la voix de ces victimes (entre 10 et 25 ans) perce le mur du silence, les remparts de bambous et aucune pression d'où qu'elle vienne ne fera taire la vérité des faits. Ce n'est pas la violence des armées indonésiennes qui peut résoudre le conflit entre l'Indonésie et le Timor Oriental. Seule, une solution négociée peut y mettre un terme. Les dirigeants indonésiens semblent ne pas en être convaincus et continuent à pratiquer la terreur. Ils interdisent. Ils baillonnent. Pourtant une voix s'éteint, une autre prend le relais. Un témoin disparaît, un autre se lève. L'Humanité est comptable de chacun de nous et chacun de nous est concerné par celui qui lui fait appel dans son désarroi, nous n'oublierons jamais les 250 000 disparus. C'est la raison de notre présence ici. (...)"